

VERS LA SOCIÉTÉ DU POST-TRAVAIL ?

par Jean-Pierre DURAND*

En interrogeant le travail sur sa place dans la société présente et à venir, tout en sachant qu'il y a occupé une place privilégiée jusqu'à ce jour, c'est de fait toute la société qui se trouve questionnée.

Alors la question se décline en une suite d'interrogations. Qui du travail ou du temps libre structurera la société? Quelle signification donner au rôle accru de l'information dans le travail et hors travail? Comment interpréter les discours *post* (post-modernité, post-industriel, post-fordisme, post-histoire...) jusqu'à celui de la fin de l'histoire? En même temps on ne saurait taire les questions sur le développement des inégalités (à l'intérieur des pays industrialisés comme entre le Nord et le Sud), sur la crise des systèmes éducatifs (qui préparent à l'emploi et au temps libre), ou sur le retour des nationalités et de l'ethnicité (qui croise la division du travail).

Comment lire, à l'échelle de l'histoire, les changements en cours? Voilà la question posée. Quelle place le travail occupe-t-il dans ces changements? Et surtout quelles transformations de nature subit le travail? Quelle place occupera-t-il dans la structuration de la société? Peut-il exister une société où le travail occuperait une place mineure? Non pas par rapport à la longueur du temps qui lui est consacré, mais par rapport à son rôle dans l'ordonnement social des biens et des idées. Si oui, quelle transition vit-on? Vers quelle nouvelle organisation sociale?

Notre hypothèse est que depuis deux décennies, des sociologues, des philosophes en mal de copie aperçoivent chaque jour de nouvelles révolutions. En fait, si les modes consommatoires changent, si des techniques nouvelles (et donc des biens) apparaissent, ils adoptent les formes du grand moule qui domine l'Occident depuis trois siècles; en un mot l'essentiel demeure. La seule préoccupation qui vaille est la recherche des frémissements

* Professeur de Sociologie à l'Université de Paris-Evry.

indiquant que la société globale accouche, dans ses fondements, de logiques différentes de celles qui ont dominé jusqu'à ce jour.

Pour parvenir à ce point de la réflexion, il nous faut auparavant questionner la place du travail dans le *modèle culturel* dominant la société, analyser le devenir de la combinaison du travail et du *temps libre*, et analyser rapidement l'évolution des *contenus du travail* face au développement des technologies de l'information.

1. LE TRAVAIL DANS LE "MODELE CULTUREL" DE CETTE SORTIE DE SIECLE

On peut considérer qu'il existe une sorte de *force consensuelle* dépassant les individus et les groupes sociaux et qui les pousse à agir tous dans le même sens. Même si cette représentation peut sembler quelque peu métaphysique, elle illustre bien comment, au-delà des conflits et des contradictions sociales, s'établit un consensus global qui fonde des normes, et combien la grande majorité des hommes les accepte. Alain Touraine a choisi de parler de *modèle culturel* pour définir cette force consensuelle qui domine la société; le modèle culturel est l'un des trois éléments-clé qui fonde l'*historicité*, elle-même définie comme l'action de la société sur elle-même, c'est-à-dire la capacité de la société à dégager un surplus pour réaliser son modèle culturel.

Dans le modèle culturel religieux, le surplus dégagé sert à la construction de temples et de cathédrales. Dans le modèle culturel de la science et du développement, le surplus sert à la construction de laboratoires, d'usines ou de bureaux*.

Dans le premier modèle culturel, le travail et plus particulièrement l'organisation sociale du travail (chargée de dégager le surplus) n'entretient aucun rapport avec la signification du modèle culturel : tous les sujets sont égaux devant Dieu. Il n'en est pas de même dans le modèle culturel de la science et du développement. Celui-ci porte en son sein l'idée du *bonheur pour tous* (cf. le mot de Saint-Just "l'idée de bonheur est une idée neuve en Europe") à partir de la mise en oeuvre de la raison. Ici la "quantité de bonheur" reçue, et dans ce modèle la quantité de biens reçus, dépend essentiellement de la place que chacun occupe dans le système productif. Ainsi, pour la première fois, dans ce système profane, le travail ne sert pas seulement à la

* Est-ce un signe si certains immeubles de bureaux du nouveau quartier des affaires de Londres sont coiffés de toits reproduisant ceux des églises anglicanes?

constitution du surplus, mais il joue un rôle essentiel dans le rapport qu'entretient chaque individu avec le modèle culturel lui-même :

surplus du travail	temple cathédrale	Dieu
surplus du travail	laboratoire usine bureaux	Science, Développement, bonheur pour tous
		biens distribués selon la place dans l'appareil de production

dans le modèle profane, le *travail* (qui fournit le surplus pour réaliser globalement le modèle culturel) détermine pour chacun son degré de satisfaction par rapport au modèle culturel.

Le modèle du développement et de la science est autant celui du libéralisme que celui du "marxisme réel"; quoique totalement opposés sur les moyens pour y parvenir, les deux écoles ont toujours proposé le développement scientifique et technique pour distribuer le bonheur à tous les hommes. Du côté soviétique la volonté de rationaliser le système productif (et distributif) a échoué. Mais du côté libéral la crise n'est pas moins profonde, quoique moins apparente.

En premier lieu, c'est le développement illimité des sciences et des techniques qui se trouve remis en cause, donc l'essence même du modèle culturel. D'une part ce développement menace l'éco-système auquel appartient l'homme; ce qui n'est pas une mince affaire puisque cette menace atteint le mythe même du rapport développement / bonheur. D'autre part le développement économique continu (la croissance permanente) apparaît comme une illusion à travers la crise qui dure depuis près de deux décennies. Mieux encore, ce que l'Ecole de la régulation appelle une crise de l'accumulation du capital atteint le coeur même de l'*historicité* dans le modèle tourainien, puisque celle-ci est fondée sur l'accumulation.

En second lieu, le modèle culturel du développement produit aussi du sous-développement (A. Gunder Frank) et un développement des inégalités (H. Lefèbvre) : les flux monétaires Sud-Nord sont aujourd'hui plus importants que ceux du Nord vers le Sud; le taux de croissance du PNB en Afrique est bien plus faible que celui de l'expansion démographique. Alors le modèle du développement scientifique et technique ne peut plus être un modèle universel.

Enfin, pour tous ceux qui bénéficient des fruits de ce modèle, et qui reçoivent à profusion les biens et les services, le modèle culturel du développement apparaît aussi en crise. Il est une impasse, car contrairement à ce qu'il affirme, le bonheur ne s'achète pas. L'homme en tant qu'être de manque ne peut se satisfaire de la marchandise qui, lorsqu'elle est possédée, ouvre un autre désir*. Le modèle apparaît tout entier comme une vaste illusion. Et le travail qui en est l'un des éléments s'en trouve affecté. Rejeté par une partie des jeunes, il peut aussi, dans le phénomène *yuppi*, n'être qu'un investissement narcissique compensatoire au vide qui caractérise notre ère selon Lipovetski**

En résumé, le modèle culturel du développement et de la science est en crise. Fondé sur le travail qui devait nous rendre "maître de la nature", sa crise affecte nécessairement le travail lui-même. Ce qui peut apparaître comme nouveau dans cette situation, c'est le fait que la crise du modèle intervienne avant qu'un autre ne se soit imposé; en effet, le grand désenchantement religieux qui affecte l'Occident depuis plusieurs décennies a eu lieu plus d'un siècle après que le modèle industrialiste et scientifique soit reconnu. Nous vivons la fin du monopole des idées des Lumières (la croyance irraisonnée dans la raison) sans que n'apparaisse un autre *modèle culturel*, une nouvelle vision, un nouveau mythe. Face à ce vide, et parce qu'il tenait bonne place dans le modèle culturel en déliquescence, la valeur-travail est ébranlée. Mais comme on va le voir, si elle est ébranlée au niveau symbolique, elle offre quelques résistances au niveau social.

2. DE LA FIN DU TRAVAIL POUR TOUS A L'ILLUSION DE L'HUMANITUDE

Les hommes politiques qui promettent encore aujourd'hui le plein emploi à temps plein en occident sont des imposteurs. En effet, nous assistons , dans la réalisation du modèle culturel

* Cf. M. Bensayag et E. Charlton, *Critique du bonheur*, La Découverte, 1989.

** G. Lipovetski, *L'ère du vide*, Gallimard, 1983.

en Occident, à la fin du besoin massif de travail qui a caractérisé le développement du capitalisme. Et cela pour trois raisons essentielles :

- *l'épuisement de la norme de consommation* dans les pays industrialisés tandis que son renouvellement par de nouveaux produits ou l'ouverture de nouveaux marchés (le tiers-monde n'est pas solvable) sont plus qu'improbables;
- le *net accroissement de la productivité du travail industriel* par l'automatisation qui réduit le travail dans le secteur secondaire sans que le développement des services ne puisse compenser durablement la perte d'emplois industriels;
- la délocalisation d'une partie du travail simple (aujourd'hui industriel, demain tertiaire) vers quelques pays du tiers-monde et en particulier du Sud-Est asiatique.

La conséquence est bien la réduction drastique des besoins en volume de travail dans les pays industrialisés. En Europe la durée annuelle de travail normale varie de 1400 à 1 800 heures contre 3 500 heures en 1870. Ce qui ne représente aujourd'hui que 24 à 30% du temps éveillé. Si l'on rapporte maintenant le temps travaillé d'une vie active (de 15 à 73 ans) au temps éveillé, le temps de travail ne dépasse pas les 20% en raison de l'allongement de la scolarité et de l'abaissement de l'âge de la retraite. Enfin, si l'on se situe dans une moyenne nationale incluant le travail à temps partiel et le chômage, le temps travaillé ne constitue plus guère que 17 à 18% du temps éveillé de la population dans son âge actif (15-73 ans), contre 40 à 50% au XIXème siècle dans l'industrie.

Comme chacun sait, l'emploi devenu denrée rare est plutôt mal réparti : face aux salariés à temps plein qui accomplissent quelquefois des heures supplémentaires se situent les chômeurs. Le phénomène de *dualisation* de la société qui oppose les salariés aux assistés (chômeurs ayant perdu leur emploi, jeunes n'ayant jamais travaillé, bénéficiaires d'allocations de survie en tous genres...) nous interroge le plus directement sur le devenir du travail dans nos sociétés. Car cette dualisation à partir du travail induit une société dite à deux vitesses dans laquelle les exclus du travail sont souvent aussi des exclus de la société. Voilà pourquoi fleurissent les projets et les propositions de *partage du travail* pour certains et de *partage des richesses produites* (sous forme par exemple d'allocation universelle) pour d'autres. Pour les premiers le travail reste une valeur centrale, y compris pour la société future; pour les seconds il est acceptable, voire nécessaire, de déconnecter le revenu (c'est-à-dire le droit aux richesses sociales) du travail réellement effectué. Dans tous les cas, c'est la place du travail dans la société future qui est interrogée.

La quasi-totalité des penseurs du 19^e siècle, au centre du développement du capitalisme, a fait du travail la valeur nodale de l'homme et de la société. C'est bien sûr vrai de Marx qui voyait dans le travail l'essentiel du rapport de l'homme à la nature, et l'élément fondamental de la transformation de l'homme lui-même*. Mais c'est vrai aussi de Freud pour qui le travail est un phénomène décisif dans l'ascension de l'homme au-dessus de l'animalité, dans l'éclosion et la dynamique des civilisations : ainsi tout travail correspondant à un choix librement consenti est un facteur d'équilibre psychique, de structuration de la personnalité et de satisfaction durable. Aujourd'hui, un auteur comme Guy Aznar, militant du partage du travail, place aussi le travail au coeur de la société et de l'activité humaine : "Même si les richesses de la société étaient infinies, même si le temps de travail nécessaire devenait dérisoire, il devrait toujours, selon nous et en tout état de cause, être partagé (...). Participer au travail du système industriel, c'est permettre de rester "branché" sur le monde, c'est permettre d'accéder à l'ensemble des outils technologiques qui évoluent sans cesse et transforment la société. Délaisser les unités technologiques où s'élaborent sans cesse les découvertes et les nouveaux concepts serait abandonner les codes de la société à une partie de la population".

A l'opposé, d'autres auteurs comme par exemple Roger Sue considèrent que le rapport entre travail et non-travail a basculé au bénéfice de ce dernier. Partant de l'analyse de la société en terme de temps social, R. Sue démontre que nous assistons à une véritable *inversion des temps sociaux*. Non seulement du point de vue quantitatif puisque le temps de travail ne cesse de se réduire au bénéfice du temps libéré (ou temps libre; cf. ci-dessus pour une approche chiffrée), mais aussi et surtout du point de vue qualitatif. Selon les enquêtes du CREDOC sur la hiérarchie des valeurs, le travail est largement devancé par des valeurs comme la famille, la réalisation de soi, etc. Il y aurait ainsi un véritable basculement de l'*ethos* qui a fondé la société industrielle. Et R. Sue interroge : "Combien de temps peut durer cette fiction d'une société fondée sur le travail et ses valeurs? Combien de temps une parole de plus en plus vide de sens car de moins en moins conforme à la réalité qu'elle est censée représenter, peut-elle conserver un certain pouvoir? Combien de temps un système en proie à des crises à répétition, que l'on baptise "crises économiques" mais qui ne sont que ne sont que crises du travail car la richesse

* "Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillaient" (K. Marx, *Le Capital*).

* G. Aznar, *Le travail c'est fini et c'est une bonne nouvelle*, Paris, Belfond, 1990, p. 93.

ne cesse de s'accumuler sous toutes ses formes, peut-il résister? Combien de temps faut-il pour qu'une véritable alternative sociale et politique fondée sur une analyse adéquate à la dynamique du réel voie le jour? Et finalement, combien faut-il de temps à un temps dominant objectivement pour être reconnu comme tel et structurer une nouvelle représentation sociale?"*.

Voilà la question de fond. Et l'auteur considère que "les nouveaux styles et modes de vie avec leurs différenciations sociales qui les caractérisent, dépendent des pratiques du quotidien dont le temps le plus long se situe hors travail". Incontestablement la nouvelle société, dite post-moderne, se structure de plus en plus autour des pratiques du temps libéré, comme la télévision par exemple qui à elle seule représente 40% de l'utilisation du temps libre, et dont les budgets-temps rendent compte de manière détaillée. Enfin le temps libre deviendrait d'autant plus *producteur de la société* que celui-ci participe aussi à la production elle-même (au sens économique). On fait ici référence à l'économie domestique (35 à 50% du PNB selon les méthodes de calcul), à l'autoproduction (échanges de services sans contrepartie monétaire) et au travail noir (25% du PNB selon A. Sauvy). Alors la comptabilité nationale apparaît comme un piètre indicateur qui ne mesure que les valeurs marginales du travail, à savoir le travail salarié... Du quantitatif au qualitatif, de l'objectif au subjectif, tout bascule dans cette thèse forte et le travail salarié perd de son pouvoir structurant au bénéfice des activités différenciées du temps libre : loisirs, consommation, travail domestique, etc.

Mais est-ce aussi simple? Est-ce aussi tranché? Nul ne peut contester que les besoins en volume de travail dans les économies industrielles avancées ne cesseront de décroître. Est-ce pour cela que le travail salarié cesse d'être le *structurant* et le *producteur* de la société? Pour nous, le travail comme structurant du social a encore un bel avenir devant lui, même si certains indices désignent l'émergence de changements potentiels comme on le verra plus loin. Non seulement parce que l'emploi reste une valeur forte, mais aussi parce que c'est à partir de la situation de chacun dans le système productif que l'on reçoit et utilise biens matériels et attributs symboliques.

Que le travail en tant que valeur morale ou en tant qu'indicateur subjectif de changement de valeurs ne soit plus placé en haut de la hiérarchie ne signifie pas que le travail ait perdu sa place primordiale dans la structuration sociale. Bien sûr ce constat est l'indice du mal vivre au travail (en Occident en particulier) que les sociologues ont longuement analysé sans avoir été

* R. Sue, "Temps libre et production de la société" in J.P. Durand et F.X. Merrien, *Sortie de siècle. La France en mutation*, Paris, Ed. Vigot, 1991.

entendus par des entreprises qui persévèrent trop souvent dans des méthodes d'organisation démodées. Mais ce constat ne doit pas nous empêcher de relier *travail (au sens marchand) et emploi* car ils sont indissociables. Et si les enquêtes du CREDOC avaient associé les deux concepts, les réponses auraient été fort différentes.

L'*emploi* reste une des préoccupations premières des individus en âge de travailler dans les pays industrialisés. D'une part, il faut avoir été chômeur ou avoir enquêté sur le chômage pour savoir combien ce dernier est destructeur pour ses victimes dans une société obsédée par le plein emploi et dominée par la marchandise. Ainsi le *chômage volontaire et plus ou moins calculé* pour bénéficier des allocations reste marginal : il concerne des professions numériquement faibles et protégées (métiers de l'art par exemple), et des personnes non-stabilisées socialement, professionnellement et bien souvent matrimonialement (jeunes en particulier); c'est dire que pour ces dernières il s'agit d'une attitude provisoire qui prend fin avec la consolidation de leur situation.

D'autre part l'attachement au travail et ici à l'emploi pour la grande majorité de la population tient au fait qu'il est source du *revenu monétaire*, lui-même fondement du système économique (la réalisation des marchandises produites) et du système symbolique (consommer et posséder plus pour s'affirmer socialement). On accordera donc d'autant plus d'intérêt à un emploi qu'il est stable et bien rémunéré. Sachant que l'on ne peut dissocier revenu, emploi et travail, dire que le travail comme structurant social n'a plus cours nous apparaît comme un raccourci discutable.

Ainsi, le travail structure le temps social du sujet. Le travail est aussi un *rapport social*. Il y a d'autres types de rapports sociaux structurants, mais celui-ci crée les richesses et les produits dont le corps et l'esprit ne peuvent se dispenser. Un travail minimal est incontournable. Quant à savoir s'il doit être *salarié*, ceci relève d'une autre problématique et même l'émergence de situations d'un travail non-salarié (nouveaux métiers, en général liés aux technologies de l'information, et accomplis en *free lance*) ne doivent masquer ni leur subsomption au système productif général, ni le maintien du caractère hétéronome du travail.

On peut maintenant comparer les contenus et la nature des activités du temps libéré, dans les différents groupes sociaux. On nous affirme quelquefois que les nouveaux modes de vie et de consommation homogénéisent les groupes sociaux et les rapprochent. Est-ce bien raisonnable? Est-ce parce que les employés et les cadres supérieurs dînent au restaurant qu'ils fréquentent le même? Est-ce parce que les ouvriers et les hauts fonctionnaires bénéficient des

congés payés qu'ils vont tous sur la côte languedocienne? Est-ce parce que les agriculteurs et les enseignants voyagent de plus en plus à l'étranger qu'ils en rapportent les mêmes images? J. Baudrillard nous a montré l'importance d'une économie politique des signes; P. Bourdieu nous a habitués à observer les comportements de distinction.

En fait, il y a bien plus, et les activités ou consommations des temps libérés témoignent d'une grande dispersion quant à leurs contenus : télévision, shopping et bricolage s'opposent à la pratique musicale, la lecture ou la visite de musées. Autrement dit, la consommation bien souvent passive des uns tranche avec la créativité et les préoccupations esthétiques des autres (rassemblées dans ce que Albert Jacquard dénomme l'*humanité**). De même, l'autonomie de soi, la maîtrise du temps (voire la durée du temps libéré) sont inégalement réparties.

Le terme de polarisation, même s'il est réducteur, illustre bien cette différenciation des modes de vie et des activités du temps libre, en indiquant bien qu'entre deux pôles absolus se situent la multitude des situations faites des assemblages les plus divers. Ce qu'il faut retenir, c'est que cette différenciation des activités du temps libre ne prend pas ses racines dans ce temps libéré, mais dépend étroitement de l'espace de travail. En effet, c'est de la place que l'individu occupe dans le système productif global (c'est-à-dire son travail, son emploi) que dépendent largement ses ressources économiques, culturelles et symboliques qu'il met en oeuvre dans le temps libéré.

D'une part, c'est en fonction des grandes divisions (à savoir la situation de l'individu dans la mégamachine productive, la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, la séparation selon les sexes ou selon les âges...) qu'il reçoit un revenu plus ou moins conséquent. D'autre part, il bénéficie d'un capital culturel, d'un capital scolaire ou d'un capital social différents selon le groupe social dans lequel il est né et dans lequel il grandit; et la disponibilité de ces capitaux dépend des mêmes grandes divisions qui affectent l'espace de travail.

Voici donc autant de raisons qui font que, si la durée du travail ne cesse de diminuer, le travail continue à jouer le principal rôle structurant du social puisqu'il induit la nature de nos activités du temps libéré** .

* A. Jacquard, *Voici le temps du monde fini*, Le Seuil, 1991.

**On pourrait aller plus loin dans la critique des thuriféraires du temps libre qui voient dans celui-ci le dépassement de l'aliénation du travail. En effet, ils omettent la plupart du temps d'analyser les contenus des activités du temps libre et en particulier le retour de l'aliénation à travers une consommation de marchandises informationnelles éloignées de toute humanité.

3. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET TRANSFORMATION DU TRAVAIL

Incontestablement, l'information occupe de plus en plus de place dans l'espace de travail (mais aussi dans l'espace domestique). La croissance des services en général et des services aux entreprises en particulier en est la première illustration; on peut toutefois se demander si cette croissance sera durable car déjà un essoufflement se fait sentir. Enfin l'information et les techniques de traitement automatique de celle-ci pénètrent aussi les activités industrielles y compris de plus en plus les activités de fabrication et de montage. Nous avons pu montrer* en quoi la maîtrise des flux informationnels devient plus stratégique que la maîtrise des flux matière et fonde aujourd'hui l'efficacité de l'entreprise.

On peut toutefois se demander si cet envahissement de l'espace de travail par les technologies de l'information transforment le contenu du travail en accroissant l'autonomie des individus, la part de créativité dans les tâches à accomplir, en un mot leur intérêt au travail.

Avant de traiter la question sur le fond, il nous faut remarquer que l'utilisation de ces techniques de l'information ne concerne encore qu'une minorité de travailleurs. Dans *La fin de la division du travail*, Kern et Schumann évaluent à 1% le pourcentage du personnel d'usine touché par l'informatisation dans la branche automobile. Sept années plus tard le taux a considérablement augmenté mais il se situe toujours en-dessous des 10%. En effet, nous devons considérer que les technologies de l'information, dans la plupart des cas, *accompagnent* le procès de travail mais ne le touchent pas dans son coeur même : ceci se vérifie dans le montage, et très souvent dans l'usinage qui continuent d'occuper beaucoup de main-d'oeuvre dont les tâches ont été peu modifiées. Dans d'autres le travail intellectuel et créatif est délocalisé, détaché du coeur du procès de travail : l'exemple le plus clair réside dans la programmation des MOCN qui a lieu de plus en plus dans les bureaux des méthodes et non dans l'atelier.

Une approche très générale de l'informatisation du travail peut conclure à son enrichissement et au développement de la part créative du travail. Une analyse plus fine montre que si cette tendance existe, une autre ne modifiant guère les contenus profonds du travail est tout aussi vraisemblable et possède même quelques chances supplémentaires de s'affirmer. Ceci pour trois raisons essentielles :

* J.P. Durand, "Travail contre technologie" in J.P. Durand et F.X. Merrien, *op. cité*.

* Si les produits ou services, puis les entreprises, se complexifient en raison des pressions du marché (le fameux "prix, qualité, délais"), les systèmes informatiques de plus en plus performants sont capables de réaliser une partie non négligeable du travail intellectuel; ceci se vérifie par exemple dans les banques ou les assurances où les machines *traitent* les dossiers tandis que le personnel ne fait que *renseigner* (travail de saisie) celles-ci. Si l'on accepte de dissocier *communication instrumentale* (celle où le destinataire réagit automatiquement à un stimulus) et *communication compréhensive* (celle où le destinataire opère une prise de sens et doit posséder l'intelligence du système), il apparaît que dans les rapports hommes / systèmes mécaniques, la communication instrumentale continue de dominer. De plus, les concepteurs d'installations et de systèmes informationnels persévèrent dans cette voie à partir de leurs représentations des aptitudes et savoir-faire des ouvriers ou des employés.

* Nous avons montré (dans le chapitre "Travail contre technologie" déjà cité) l'homothétie existant entre le taylorisme et l'informatique, le premier comme technique organisationnelle et la seconde comme technique de formalisation des connaissances. Le point commun des deux techniques est de favoriser *l'accumulation des savoirs du côté des directions* d'entreprise : dans un cas chez les spécialistes des bureaux des méthodes, dans l'autre cas sous forme de bandes perforées ou de bandes magnétiques appartenant de droit aux entreprises. Cette homothétie montre, selon nous, en quoi l'informatisation ne réclame pas nécessairement un dépassement du taylorisme, mais bien au contraire peut se couler dans le moule de l'organisation scientifique du travail.

* L'histoire du travail depuis la fin de l'ouvrier de métier a été celle de la *rationalisation*. Or à y regarder de près, dans le mouvement de rationalisation dominé par le fordisme et surtout par le taylorisme, on peut dissocier deux préoccupations particulières : d'une part, la parcellisation et l'organisation réfléchie du travail collectif afin d'en accroître l'efficacité (ce que Marx appelait déjà l'effet positif de la *coopération*), et d'autre part le *contrôle* rigoureux de l'exécution des tâches et du travail alloué. Il nous semble qu'aujourd'hui, et en dépit de tous les discours lénifiants sur l'avènement d'un nouveau modèle productif fondé sur la participation, les mêmes pratiques de contrôle ont cours et que la confiance que les directions ont retirée à leurs salariés depuis la fin de l'ouvrier de métier n'a toujours pas été rétablie. Seules les techniques de contrôle se sont affinées et l'on pourrait parler d'un passage de la *subordination* des salariés (dans le fordisme) à leur *auto-subordination* (dans le toyotisme).

Peut-être doit-on cette situation au fait qu'avec l'homothétie taylorisme / informatique l'avènement de la seconde conforte le premier dans ses principes. Toujours est-il que le contrôle

continue à primer sur la confiance* et que dans ce cas, il n'y a aucune raison pour que le travail se transforme dans sa nature et dans ses principes. En effet, le glissement vers un travail traitant de plus en plus d'information (à la place de la matière) ne signifie pas qu'il soit plus créatif ou riche si le travailleur n'accède pas au *sens de l'information* parce qu'il se trouve cantonné dans une fonction où il traite l'information comme de la matière -en lui restant extérieur.

En conclusion, et nous avons pu le prouver à maintes reprises (l'ouvrage de H. Kern et M. Schumann** , ou celui de S. Wood*** en fournissent des exemples), malgré le développement de la place de l'information dans l'activité de travail, celui-ci n'est pas transformé sur le fond. La plupart du temps on assiste à l'*élimination maximale du travail complexe du coeur du procès de fabrication* avec les conséquences suivantes : d'une part les opérateurs sont *peu rémunérés, interchangeables et sans maîtrise du procès de production*; d'autre part, le travail complexe est expulsé du coeur de l'atelier -ou du bureau- isolé et enfermé dans des lieux valorisés symboliquement : de ces gratifications dans l'imaginaire aux meilleurs salaires versés à ces spécialistes, on a caractérisé une fraction de la main-d'oeuvre réellement indispensable au fonctionnement de l'entreprise****.

4 - VERS UN DEPASSEMENT DU MODELE CULTUREL?

Comme nous l'avons écrit ci-dessus, le modèle culturel actuellement dominant télescope deux dimensions du travail: d'une part le *rôle du travail dans l'accumulation d'un surplus*

* Ici toutes sortes de thèses pour expliquer la différence japonaise sont recevables et en particulier culturelles : la représentation individualisante de la personne (le sujet) conduirait en Occident à une structuration sociale hiérarchisée de contrôle; tandis que la primauté donnée au groupe dans la culture shintoïste induirait que l'unanimité dans le groupe se substitue au contrôle, ou plutôt le rende inutile puisqu'il est opéré "naturellement" dans/par le groupe.

** H. Kern et M. Schumann, *La fin de la division du travail ?*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1989.

*** S. Wood, *The Transformation of Work ?*, London, Unwin Hyman, 1989.

**** Cette conservation des grands principes n'empêche pas, comme nous l'avons déjà dit, une évolution du contenu concret des tâches et donc des qualifications caractérisées par un double mouvement :

- le maintien, voir le développement des qualifications élevées dans des lieux isolés et extérieurs au coeur du procès de travail : bureau des méthodes, laboratoires de dépannage des cartes informatiques, etc. Ces ouvriers et techniciens hautement qualifiés sont eux-mêmes menacés par le mouvement de rationalisation (cf. la programmation automatique ou les systèmes-experts pour le dépannage des cartes informatiques);
- la lente élévation de la qualification des surveillants et opérateurs directs, en fonction des exigences machiniques, mais dont le niveau restera toujours très inférieur aux premiers.

économique et d'autre part la *fonction du travail dans l'objectif même du modèle*, à savoir la jouissance de biens et de services distribués selon la *situation sociale occupée* dans la mégamachine productive.

Toute modification de la place du travail dans la société passe donc par un *changement de modèle culturel*. Et interroger le devenir du travail revient à repérer les frémissements sociaux indiquant ce changement de modèle culturel. A. Touraine a recherché ce changement dans les mouvements sociaux, les marxistes ont imaginé les accélérer en jouant sur certaines contradictions sociales: en fait l'inertie du social a eu raison de ces démarches. Il nous semble d'une part, que tout volontarisme social est voué à l'échec à cet instant de notre histoire, et que d'autre part le changement de modèle culturel s'opère extrêmement lentement par la décomposition des structures et des rapports sociaux qui en constituent le pivot: la prise de la Bastille ne fut que le moment privilégié parce que visible, *in fine*, de la lente décomposition des rapports sociaux féodaux laissant la place à l'émergence de nouvelles formes de production économique, culturelle et idéologique.

Procéder à une analyse semblable dans la société actuelle pour repérer les frémissements annonciateurs du changement nous pousse à l'observation dans deux directions: "la démonétarisation" de l'économie, et une évolution du rôle de l'information qui par un possible renversement reprendrait sens.

Rôle de l'argent et devenir du travail

Aujourd'hui, la monnaie occupe une position cardinale dans la société capitaliste, et les économistes surveillent tous ses soubresauts pour éviter -ou prédire- le grand krach annonciateur de la catastrophe finale. Mais la monnaie est aussi le médium de la marchandisation généralisée; or certains pouverments de la monnaie indiquent à coup sûr la profondeur de la crise du système marchand et les voies de son auto-dépassement. Le système de la "déconfiture" aux Etas-Unis (c'est à dire la déclaration de faillite personnelle, qui n'empêche pas de disposer quelques mois plus tard des meêms possibilités de crédits), la généralisation des allocations publiques sans contre-partie en travail (allocations de chômage, Revenu Minimum d'Insertion en France, allocation de pauvreté en Hollande qui peut atteindre 7000 frs par mois, etc.) montrent la déconnection grandissante entre l'activité de *consommation-destruction* des biens ou de sservices et l'activité de *production-crédation* de ces biens. Or le modèle culturel toujours dominant repose fondamentalement sur la connection de ces deux activités comme nous l'avons montré précédemment.

Cette déconnection tient à la disparité entre le volume de richesses produites grâce à l'efficacité productive actuelle et les capacités limitées de la consommation. Deux interprétations du phénomène s'affrontent. La première, plutôt fonctionnaliste, considère qu'il s'agit d'un mode de régulation économique, et surtout social du système capitaliste. Lequel organiserait ainsi artificiellement la solvabilité d'une partie de la société pour absorber-réaliser des produits et des valeurs déjà existants, tout en évitant les revendications de classes dangereuses.

L'autre interprétation tient compte de l'ampleur nouvelle du phénomène et aperçoit dans la disparité entre valeur produite et consommation possible (y intégrant aussi, pourquoi pas, l'épuisement de la norme de consommation) les *signes d'une crise du modèle culturel* dont la manifestation présente est la crise du symbolique dans la sphère monétaire. Cette crise serait alors annonciatrice d'un nouveau modèle culturel, indéfinissable positivement, mais où le travail n'interviendrait plus pour définir la quantité et la qualité de biens ou de services distribués* .

La transformation de la nature de l'information

L'information est partie constitutive du langage et de la communication. Ceux-ci peuvent avoir pour seuls buts l'esthétique et le rapport social ou relever d'objectifs plus utilitaires et servir à la production de biens ou de services; l'information peut même être marchandise. Nous avons à penser ces deux pôles de l'esthétique et de l'utilitaire comme profondément imbriqués et implosifs (au sens de la nécessité de penser ensemble ces deux contraires) puisque l'information esthétique peut devenir marchande, y compris à l'échelle de masse (l'industrie du cinéma par exemple).

Si j'ai montré ci-dessus que l'information n'avait pas changé de statut dans le travail (l'information-outil de travail), ni modifié le contenu du travail dans l'entreprise présente, on peut penser quand même que la nature de l'information pourrait à terme se transformer. En effet, il nous faut prendre en compte, à la fois, la *fin du travail contraint* (si la "démonétarisation" de l'économie poursuit son chemin et libère le temps du travail) et la nécessité à partir de *l'impératif de l'efficacité* qui pourrait continuer à dominer, de *donner sens* à l'organisation, au travail et à l'information qui les irrigue. C'est d'une certaine manière le sens de *l'entreprise plate et modulaire* que nous préconisons dans nos recherches, par opposition à

* On peut remarquer que, d'une certaine manière, cette interprétation rejoint celle de Roger Sue par une toute autre voie puisqu'elle affirme aussi que le travail ne serait plus le principal organisateur de la vie sociale (les richesses n'étant plus distribuées selon le travail fourni à la société dans son ensemble).

l'entreprise hiérarchique actuelle. Réorganiser l'entreprise et les organisations en général pour que l'information destinée aux hommes ou celles qu'ils échangent entre eux prennent sens c'est modifier sur le fond la nature du travail. Et pourquoi pas renouer avec *l'oeuvre* chez H. Arendt.

S'interroger sur la place du travail dans la société globale nous a fait bien sûr quitter le seul espace de travail. En raison de la place occupée par le travail dans le modèle culturel industrialiste et scientifique, c'est en fait le dépassement du modèle lui-même qui est en question.

Les frémissements du changement sont encore faibles. Mais ils reposent essentiellement sur l'information, que ce soit la crise du signe monétaire ou la nécessité du passage à la communication compréhensive dans le travail.

Pourtant, ce qui caractérise le plus les théories sociales présentes réside dans le fait qu'elles s'en tiennent aux apparences des phénomènes sociaux. En interprétant celles-ci à leur manière, elles nous promettent les ruptures qui n'arrivent jamais. Elles tentent de nous faire prendre des détails pour l'essentiel du mouvement du réel. A l'immobilisme social décrit par les Eglises du passé correspond la douce illusion de la révolution permanente des nouveaux mystiques de la technologie.

Mais l'Histoire continue à battre imperturbablement au rythme des seuls rapports sociaux.